La crise de Corona:

REPENSER ET FAÇONNER L'AVENIR ENSEMBLE ! SI CE N'EST PAS MAINTENANT, ALORS QUAND ?

mouvement écologique

Kéisecker-Info 7/20

“Un tournant dans l’histoire de l’humanité s’est produit. Après cette crise, il est temps de rendre la planète durable, Il n’y aura plus de seconde chance.”

–Jeremy Rifkin–
Economiste américain

Il y a un large consensus sur le fait que si la crise du coronavirus, avec toutes ses souffrances incommensurables, a quelque chose de positif après tout, c’est la nouvelle vague de solidarité et d’humanité. Il est impressionnant de voir à quel point les gens se soutiennent les uns les autres et s’impliquent - que ce soit au travail ou dans le bénévolat - pour les autres ! Un sentiment de communauté et d’unité caractérise la manière dont nous gérons la crise, une prise de conscience qui donne de l’espoir.

C’est pourquoi, après une période de pause, le moment est venu pour le Mouvement Ecologique de réfléchir aux premières leçons que l’on peut tirer de la crise du coronavirus.

La majorité absolue des jeunes font actuellement preuve d’une solidarité remarquable avec la génération plus âgée et les personnes les plus vulnérables de notre société. Comme nous tous, les jeunes acceptent le verrouillage comme une atteinte massive à leurs libertés et à leur vie quotidienne.

Cette nouvelle solidarité entre les générations, dont les jeunes font preuve lors de la crise, est une chose que la génération actuelle devrait également montrer aux générations futures en ce qui concerne la crise du climat et de la biodiversité. D’autant plus que, contrairement à la crise duv coronairus, la crise du climat et de la biodiversité n’est pas temporaire, mais remet fondamentalement en cause la survie de l’homme sur la planète en général et revêt donc une signification encore plus profonde.

La crise du coronavirus, mais aussi la crise du climat et de la biodiversité, nécessitent un nouveau pacte entre générations !

“Un retour au «business as usual» n’est pas une option”

–Jeremy Wates–
Secrétaire général du Bureau européen de l’environnement

“ Jusqu’à présent - à partir de fin mars - on peut dire que la «Génération Greta» remplit sa mission. Elle reste à la maison, elle aide, elle obéit aux règles. On n’entend guère de remarques désobligeantes sur «les personnes âgées», Au contraire, elles sont infréquentables. Partout où ces remarques apparaissent néanmoins, ils sont marginalisés, emportés par une vague de serviabilité.

Tout cela doit avoir et aura des conséquences pour la politique. Elle est devenue, non pas atypique pour les sociétés vieillissantes, a été par le passé très orienté vers les intérêts supposés des personnes âgées, qui tournent souvent autour de la question de la sécurité, de la sécurité des retraites à la sécurité publique et à la sécurité des frontières. Ces intérêts sont légitimes, mais dans le passé, ils ont souvent marginalisé d’importantes questions d’avenir telles que la protection du climat, la durabilité, l’éducation et la numérisation.

Il est nécessaire de réajuster le contrat intergénérationnel de la société après la crise et de donner aux questions futures le poids qu’elles méritent. De la révolution énergétique à la révolution des transports en passant par la révolution agricole, de la stratégie numérique au financement de la recherche et de l’éducation, l’UE (...), les gouvernements des États et les autorités locales ont désormais la possibilité d’intégrer la durabilité de manière systématique et ambitieuse dans tous les domaines politiques. ”

–Reinhard Loske–
Président de la Haute école spécialisée de Cusanus à Bernkastel-Kues

Beaucoup de gens aujourd’hui ont probablement honte de la colère qu’ils ont ressentie face à l’introduction d’une augmentation de la taxe de quelques centimes/litre sur l’essence pour protéger le climat, ou de leur opposition à l’idée que les nouvelles voitures devraient être taxées sur la base de leurs émissions réelles. Le trafic aérien est actuellement au point mort afin de sauver des vies humaines. Cependant, il y a quelques semaines à peine, il semblait inimaginable de limiter les voyages aériens pour survivre sur cette planète.

L’appel ne peut être que le suivant : si aujourd’hui, afin de protéger la vie humaine contre un virus, nous avons raison d’accepter des interventions aussi profondes dans notre milieu de vie, alors nous devons absolument être prêts à accepter des interventions pour permettre la survie sur cette planète.

D’autant plus que les interventions offrent en fait aussi de nombreux avantages. Au lieu d’un « Lockdown » et d’une récession économique, comme c’est le cas actuellement, plus de solidarité et une économie régionale et de bien-être public prospère... La protection du climat et de la biodiversité repose sur ces valeurs, dont nous découvrons aujourd’hui l’importance dans cette crise.

C’est à nous, en tant que société, de ne pas tomber dans le « business as usual » après la crise du coronavirus, mais de profiter de la remise en question actuelle pour aborder la restructuration de la société. Pour cela, nous avons besoin de décisions politiques pour la restructuration à long terme de notre société dans le cadre d’un processus démocratique. Cela ne se fera pas tout seul !

En tant que Mouvement Ecologique nous menons certaines réflexions

“ **Toute personne qui transmet le virus par négligence met en danger la vie de ses grands-parents. En libérant du CO_2 sans précaution, il met en danger la vie de ses petits-enfants.** ”

–Joachim Schellnhuber–
Chercheur «climat»

CONCLUSION 1

La science doit (enfin) être une véritable référence pour les décisions politiques (et sociales) !

Le mouvement écologiste, les scientifiques eux-mêmes et, enfin et surtout « youth for climate » demandent depuis longtemps que les décisions sociopolitiques des hommes politiques soient de plus en plus fondées sur des faits fiables et des nécessités objectives que la science nous fournit.

Les faits scientifiques à l'origine de la crise du climat et de la biodiversité sont sur la table ! Ainsi que les appels urgents des scientifiques, ce qui doit être fait pour éviter la destruction des bases de notre vie.

Jusqu'à présent, cependant, les conclusions pertinentes n'ont conduit à une action politique que dans une mesure extrêmement limitée. Lors des décisions importantes à venir en matière de biodiversité et de protection du climat, les acteurs économiques utilisent régulièrement les intérêts économiques à court terme comme contre-arguments et le côté politique les reprend et les suit de trop près ! Il est assez frappant de constater que, ces dernières années, ce sont les intérêts économiques à court terme qui ont dominé l'agenda des décisions politiques, et non les perspectives à long terme.

Dans la crise du coronavirus, il est admis que de grandes parties de l'économie restent inactives et qu'un effondrement économique considérable est accepté. Les effets se feront probablement sentir pendant des années.

D'autre part, surmonter la crise du climat et de la biodiversité ne nécessite en aucun cas des interventions aussi brutales aux conséquences extrêmement négatives, mais « simplement » une restructuration progressive, une transition, une transformation profonde de notre système économique et de notre comportement de consommateur. Pourquoi aucune mesure n'est-elle néanmoins prise ?

Les faits scientifiques concernant la crise du climat et de la biodiversité sont actuellement encore plus clairs que ceux concernant la crise du coronavirus. Il y a encore beaucoup d'inconnues sur le virus corona, mais nous avons néanmoins raison d'agir avec une extrême cohérence, conformément au principe de précaution. D'autre part, 99% des scientifiques sont d'accord sur les faits, les causes et, dans une large mesure, les mesures nécessaires à la protection du climat et de la biodiversité : pourquoi n'agissons-nous pas ?

C'est pourquoi : la science doit devenir l'étalon de mesure des décisions sociopolitiques, également dans le domaine de la biodiversité et de la protection du climat, tout en tenant compte des préoccupations sociales. La crise du coronavirus montre que c'est faisable et qu'une grande partie de la population l'accepte !

> « Il reste étonnant que dans le cas de Corona, l'action soit cohérente, dans le cas du climat, incohérente (...).
> La seule conclusion que l'on peut en tirer est que la timidité de l'action gouvernementale en matière de politique climatique était et est principalement le résultat d'une trop grande considération pour les intérêts contemporains puissants et non durables, en particulier les intérêts industriels.
> La leçon à tirer de la crise de Corona est donc que la politique climatique doit à l'avenir également agir davantage sur la base de preuves et faire preuve de courage politique face à des intérêts particuliers (...), ce qui inclut (doit montrer) la capacité à gérer les conflits et la stabilité en la matière. »

–Reinhard Loske–
Président de la Haute école spécialisée de Cusanus à Bernkastel-Kues

CONCLUSION 2

La politique est capable d'agir – si la volonté politique est là !

Il y a quelques semaines à peine, qui aurait cru que les acteurs politiques puissent avoir une influence aussi décisive sur la vie de millions de personnes et sur l'économie dans son ensemble ?

Le manque de détermination, l'approche trop timide des problèmes de la part des politiciens... toutes ces critiques sont actuellement quelque peu étouffées. La politique fait en effet preuve de pouvoir décisionnel et puissance créatrice. Et ce qui est remarquable, c'est que, vu les faits, ces décisions sont acceptées et soutenues activement par de larges pans de la population ! Les hommes politiques qui font preuve d'une cohérence particulière connaissent une popularité jusqu'ici peu connue dans la société.

Mais lorsqu'il s'agit de la protection du climat et de la biodiversité, les politiciens ne cessent de souligner que les décisions « inconfortables » sont sanctionnées par les électeurs, qu'ils remettent trop en cause les intérêts de l'économie, etc. La « politique des petits pas » devrait plutôt être poursuivie, selon les annonces officielles. Si l'on suivait cette politique de petits pas dans la crise du coronavirus, les conséquences seraient dramatiques... tout comme la crise du climat et de la biodiversité.

Oui, pour surmonter la crise du climat et de la biodiversité, il faudra modifier considérablement notre mode de vie. Et une chose est sûre : ce processus de transformation ne peut se décréter « d'en haut », comme cela a probablement été le cas avec la crise du coronavirus. Elle exige un processus démocratique, mais aussi du courage politique et la capacité de façonner et d'agir.

> **“ Le courage politique n'est pas puni en cas d'urgence, mais récompensé. Et il y a un autre conte de fées de nos jours, à savoir l'affirmation que la politique est punie lorsqu'elle impose des faits concrets aux gens et qu'elle base ses actions sur ces mêmes faits. Pas plus tard qu'en septembre de l'année dernière, lorsque la chancelière Merkel a présenté le modeste paquet climatique du gouvernement allemand, on a entendu la phrase mémorable selon laquelle la politique est tout simplement ce qui est possible. Moins de six mois plus tard, le même gouvernement allemand poursuit maintenant une politique fondée sur la science, avec des vérités sans concession, des restrictions et des exigences déraisonnables dans la crise de Corona - et 95 % de la population pense que ces mesures sont justes ou demande des mesures encore plus sévères (ZDF-Politbaromètre du 27 mars). ”**
>
> –Reinhard Loske–
> Président de la Haute école spécialisée de Cusanus à Bernkastel-Kues

Ce que l'on sait, c'est que les changements requis à la suite des crises environnementales ne sont pas comparables à ceux de la crise d coronavirus. Il n'y a pas de verrouillage en vue, pas de récession économique ... mais plutôt une restructuration progessive de certains secteurs économiques avec des mesures d'accompagnement social appropriées, de nouvelles valeurs humaines et une priorisation du bien commun.

Il faut une politique courageuse et cohérente qui, compte tenu des connaissances, prend les décisions nécessaires sur la base de faits scientifiques. Cependant, nous devons mettre en garde contre une politique de « femmes et hommes forts », un état de surveillance et un jeu dangereux pour la santé et la sécurité.

> **“ ... qu'est-ce qui ne va pas chez les politiciens qui croient réellement que les gens ne se laissent pas forcer à faire quoi que ce soit pour leur propre protection et celle de leurs enfants ?**
>
> **Que pensent les anciens qui mettent en garde contre le «paternalisme» en matière de politique climatique (...) ? ”**
>
> –Richard David Precht–

CONCLUSION 3

La biodiversité et la protection du climat, également comme condition préalable pour l'endiguement de pandémies similaires !

“ Quand la poussière retombe, nous devons nous rappeler que le coronavirus n'était pas une chose unique, ni un malheur qui nous est simplement tombé dessus. ”

–David Quammen–
Rédacteur scientifique américain

Les scientifiques s'accordent à dire que la crise du coronavirus fait partie d'une chaîne de telles pandémies. De plus en plus de voix s'élèvent dans la communauté scientifique pour dire que des pandémies beaucoup plus dramatiques vont suivre.

Si, par exemple, le permafrost commence à fondre, les conséquences bactériologiques ne peuvent être prévues. Les résistances aux antibiotiques qui se développent actuellement du fait de l'agriculture industrielle auront des conséquences de grande envergure. C'est pourquoi des chercheurs reconnus mettent en garde contre de telles pandémies depuis des années.

« Près de la moitié des maladies transmises des animaux à l'homme depuis 1940 peuvent être attribuées à des changements dans l'utilisation des terres, l'agriculture, les habitudes alimentaires ou la chasse », cite le Spiegel dans un rapport de la biologiste américaine Felicia Keesing, qu'elle a publié en 2010 avec des collègues dans la revue spécialisée « Nature ».

La thèse sans équivoque : la croissance démographique avec l'urbanisation continue et la destruction de la nature, l'extinction des espèces et le changement climatique favorisent l'émergence et la propagation des virus. La diminution de la diversité signifie la promotion de pathogènes individuels.

Les scientifiques plaident donc pour la préservation et la protection des écosystèmes, pour donner plus de place à la nature et pour interdire le commerce des animaux sauvages ... pour lutter contre la propagation de ces virus et les pandémies.

La diversité des écosystèmes et des espèces ainsi que la protection du climat sont des partenaires dans la prévention de telles pandémies. Ces conclusions devraient à elles seules permettre d'aboutir à une protection cohérente de la biodiversité et du climat.

“ **L'heure est venue de gérer les crises aiguës. Mais il y aura un temps après la pandémie. D'ici là, au plus tard, nous devrions avoir compris les causes de cette crise afin de mieux la prévenir à l'avenir. La science nous dit que la destruction des écosystèmes rend les épidémies et même les pandémies plus probables. Cela se voit : ...que la destruction de la nature est la crise qui se cache derrière la crise du coronavirus. Inversement, une bonne politique de conservation de la nature, qui protège les divers écosystèmes, est une précaution sanitaire importante contre l'émergence de nouvelles maladies. Je serais très heureux que le Conseil mondial de la biodiversité recueille et traite l'état des connaissances sur ces questions et le mette à la disposition des décideurs politiques du monde entier. Après la pandémie, la communauté internationale a la possibilité d'adopter une nouvelle stratégie mondiale en matière de biodiversité - et de montrer ainsi qu'elle a tiré les leçons des pandémies du passé.**

Après la fin de la pandémie, il a déclaré qu'»une nouvelle stratégie mondiale en matière de biodiversité doit être adoptée. ”

–Svejna Schulz–
Ministre allemand de l'environnement

“ Coronavirus reveals the importance of resilient, healthy ecosystems

Epidemics and diseases have been shown to be related to the destruction of natural forests and other land use changes, the increase in factory farms packing livestock close together, the illegal trade in wild animals, and invasive species that carry microbes into new habitats. Added to that, our economies have been built around being highly mobile, living in densely populated cities, and over-consuming products from fast-moving, complex global supply chains.

In other words, we have created the perfect conditions for viruses to spread – and to create maximum disruption.

We must reconsider our relationship with nature - restore ecosystems and biodiversity, end factory farms, and create more resilient, localised models of production to avoid future pandemics and to live in harmony, not competition, with the natural world.” ”

–Friends of the Earth Europe–

“ Le développement de nombreuses maladies peut s’expliquer par l’avancée de l’homme dans une nature jusqu’alors intacte. L’utilisation intensive des terres, l’extension des monocultures ou la déforestation entraînent une perte de biodiversité et modifient la composition des populations de mammifères. Moins de diversité des espèces signifie plus d’animaux d’une même espèce dans le même habitat. Si l’écosystème est ainsi déséquilibré, les maladies infectieuses peuvent se propager plus facilement. La biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes peuvent protéger contre la propagation des maladies infectieuses. ”

–Dr. Sandra Junglen–
Chef du groupe de recherche «Écologie des nouveaux arbovirus» à l’Institut de virologie, Université de médecine de la Charité à Berlin

“ Malgré les questions ouvertes, l’état de la science est clair : la préservation d’écosystèmes intacts et de leur biodiversité typique peut réduire l’apparition de maladies infectieuses en général. Nous, les humains, sommes dépendants d’écosystèmes fonctionnels et diversifiés. Avec la destruction des écosystèmes, nous détruisons aussi nos moyens de subsistance comme le montre l’épidémie de Corona. Nous devons donc travailler ensemble pour apporter un changement transformateur dans notre société afin de protéger nos moyens de subsistance. Les éléments essentiels de ce changement sont mis en évidence dans le rapport global du Conseil mondial de la biodiversité. Il ne s’agit de rien de moins qu’une réorganisation fondamentale, à l’échelle du système, des facteurs technologiques, économiques et sociaux, y compris les paradigmes, les objectifs et les valeurs. ”

–Professeur Josef Settele–
du Centre Helmholtz pour la recherche environnementale (UFZ), co-président du Rapport mondial du Conseil mondial de la biodiversité

“ **Les pandémies ont fortement augmenté au cours des dernières décennies. Nous avons eu le SRAS, le virus Ebola, la grippe porcine. Mais le coronavirus, en revanche, est arrivé dans la société occidentale. D’ailleurs, le changement climatique déclenche des migrations massives, notamment d’animaux, et pas seulement d’êtres humains. Les animaux doivent quitter leur territoire et sont porteurs de virus, qui sont ensuite propagés par l’homme. Les gens vivent aujourd’hui dans des villes et des centres urbains immenses. Ce sont des foyers d’infection. D’autres pandémies sont à venir et nous devons entrer dans une nouvelle ère : «l’ère de la résilience». Il est grand temps de créer un nouveau récit. Comment les humains devraient-ils gérer le reste de la vie sur cette planète à l’avenir ? Aujourd’hui déjà, nous avons pris environ 75 % de la région déserte, de la nature, sur cette planète. La crise nous rappelle douloureusement que tout est lié. Nous pensions pouvoir contrôler la nature. Mais nous n’avons pas ce pouvoir. C’est le message le plus important de cette crise.**

Aussi grave que soit la crise du coronavirus, elle est aussi une opportunité. Nous voyons maintenant en temps réel à quel point l’économie mondiale peut s’effondrer rapidement et sans pitié. Si nous continuons à polluer notre planète comme nous l’avons fait, dans quelques décennies, nous ne vivrons plus que comme nous le faisons maintenant, en quarantaine et en isolement. Qu’il s’agisse de conditions météorologiques extrêmes, de pandémies, de maladies, de pollution, d’incendies. ”

–Jeremy Rifkin–
Economiste américain

CONCLUSION 4

La crise du coronavirus: seulement une baisse temporaire de la pollution de l'environnement - un véritable retournement

Qui n'est pas impressionné par les images satellites de la NASA montrant la diminution du smog au-dessus de la Chine, ou par le fait qu'il existe des informations sur l'amélioration de la qualité de l'air, même au Luxembourg ?

Mais : qui pense que la crise du coronavirus aiderait l'environnement en soi, se trompe ! En effet, l'objectif ne peut être qu'une crise économique mondiale ou des restrictions aussi massives que le verrouillage conduisent à une réduction de la consommation des ressources et de la pollution de l'environnement. Les effondrements ne sont pas la réponse à la crise environnementale, mais une transformation progressive du modèle économique et social.

Les chercheurs s'attendent même à ce qu'il y ait un effet de rebond après la fin de la crise du coronavirus, sans mesures politiques appropriées. Cela signifie que les gens se comportent selon la devise *« Maintenant je vais m'offrir des produits et des marchandises, je vais m'offrir des vols, etc. »* combinée à une consommation accrue de ressources.

Et : certaines industries s'expriment déjà et réclament un affaiblissement des mesures nécessaires pour contrer la crise du climat et de la biodiversité. Les Etats Unis ont déjà annoncé un soutien massif à l'industrie des énergies fossiles en raison des pertes de ventes qu'elle a subies. En Europe également, des acteurs influents de l'industrie automobile demandent un report des limites d'émission convenues. En Amérique, les lois environnementales déjà existantes ont été abrogées afin de supprimer ces prétendues barrières économiques. Les acteurs demandent un soutien financier massif pour les compagnies aériennes, le Canada a également décidé d'augmenter son soutien à la réduction des combustibles fossiles...

Si ces forces devaient l'emporter, la crise du climat et de la biodiversité s'accélérerait même après la crise, car les acquis écologiques antérieurs sont remis en question ! Il est d'autant plus important aujourd'hui que les responsables politiques définissent des orientations, des décisions et des spécifications claires en matière de développement durable, en liaison avec un processus démocratique sur les développements à long terme.

> "This is not a just transition
> Satellite images and data have shown striking improvements in air quality and reduced emissions during lock-down. There are also anecdotal observations of wildlife reclaiming abandoned spaces, baby turtles hatching on emptied beaches. But let's be clear, there is nothing to celebrate here.Though nature can temporarily quickly rebound, this coronavirus crisis is a human catastrophe costing many thousands of lives and inordinate disruption to people's livelihoods. Coronavirus is not what a just transition to more sustainable societies looks like. Emissions cuts and biodiversity restoration will only be sustainable if achieved in a planned and managed way with social justice at its core – putting workers and communities first."
>
> –Friends of the Earth Europe–

“La pandémie de Corona montre clairement une chose : si une action urgente est nécessaire, personne ne laisse la solution du problème au «marché», mais les gouvernements et les autorités publiques doivent agir. Mais dans des conditions démocratiques et transparentes. Et les changements qui en résultent ne sont pas aussi dramatiques pour le citoyen moyen que la situation actuelle.”

–Ulrich Brand–
Professeur de politique internationale à l’Université de Vienne

“Néanmoins, la leçon à tirer de l’effet secondaire de ce Shut-Down est fondamentale. La nature réagit très rapidement et généreusement lorsque la pression excessive d’utilisation par l’homme lui est retirée. Cela aussi peut donner de l’espoir.”

–Reinhard Loske–
Président de la Haute école spécialisée de Cusanus à Bernkastel-Kues

CONCLUSION 5

La question de justice est posée: Les crises corona, biodiversité et climatique frappe les plus faibles de la société !

La crise du coronavirus est une démonstration effrayante des injustices sociales existantes : entre les pays matériellement riches et les pays pauvres - mais aussi en général entre les riches et les pauvres.

Ce sont les sans-abri, les personnes financièrement faibles, les personnes ayant un emploi précaire... qui souffrent le plus dans nos pays.

Les habitants des régions les plus pauvres du monde ou les personnes vivant dans des pays dont les systèmes sociaux sont tellement déréglementés que les soins de santé ne sont pas satisfaisants souffrent aussi particulièrement.

Dans la crise du coronavirus, comme dans les crises environnementales, les « riches » sont davantage responsables de la situation dramatique. Un exemple : pour la culture de notre nourriture (le bétail des riches mange le pain des pauvres !), des régions du sud de ce monde ont été défrichées et des terres agricoles ont été retirées aux petits agriculteurs, qui en auraient maintenant besoin d'urgence pour leur survie en temps de crise. Ou alors : le virus peut aussi se propager d'autant plus facilement dans les régions qui, en partie à cause de leur pauvreté - qui est aussi apparue face aux structures injustes du commerce mondial - ont des systèmes de santé peu développés.

Il en va de même pour la crise du climat et de la biodiversité : ce sont les populations des pays du Sud qui, hier comme aujourd'hui, sont les moins responsables des émissions de CO_2, mais qui souffrent le plus du changement climatique déjà en cours. Ce sont les personnes en situation financière précaire qui ont le moins d'argent pour s'armer contre les tempêtes, les inondations, etc.

On ne pourra pas éviter la crise du climat et de la biodiversité sans un nouvel ordre économique mondial - une nouvelle justice sociale mondiale, l'organisation d'un marché mondial plus équitable !

“ Nous, les humains, réalisons que nous sommes tous connectés. Il y a ceux qui et ceux qui n’ont rien. Mais aujourd’hui plus que jamais, notre destin est en jeu... de l’autre. Les gens ont compris que nous devons nous aider les uns les autres pour traverser cette crise. Dans cette pandémie, le meilleur de nos sentiments empathiques envers les autres se manifeste. (...)

La crise est l’occasion de remettre en question des choses qui étaient discutables même en l’absence de pandémie virale. Pourquoi y a-t-il des gens dans notre société d’abondance qui doivent dépenser jusqu’à la moitié de leur revenu pour payer leur loyer, alors que d’autres gagnent des millions avec l’immobilier ? Pourquoi les cadres - et aussi certaines femmes cadres - gagnent-ils x fois plus que ceux qui sont actuellement applaudis comme les soi-disant propriétaires du système ? Pourquoi, malgré les conclusions et les avertissements pertinents de la recherche sur le climat et les écosystèmes, les mesures bien connues ne sont-elles pas prises pour arrêter la destruction de nos moyens de subsistance ?

Pourquoi sommes-nous si dépendants de la croissance permanente de nos économies et de l’augmentation de la dette publique ? Le sociologue Ralph Dahrendorf a parlé très tôt de «capitalisme à la pompe». Et plus encore : pourquoi des dizaines de milliers de personnes meurent de faim chaque jour, alors qu’il y a suffisamment de nourriture dans le monde ? Une fraction des dépenses militaires mondiales suffirait à éradiquer la faim dans le monde.

Par le biais du virus corona, nous vivons une expérience d’évanouissement qui a toujours fait partie de la vie quotidienne de nombreuses personnes dans les régions pauvres du monde. Les enfants qui meurent de maladies fondamentalement curables par manque de médicaments. Les personnes qui meurent de faim parce qu’on leur refuse l’apport calorique quotidien minimum. Des personnes qui sont exposées à la guerre, à la terreur et à l’expulsion, et qui reçoivent bien trop peu d’aide internationale. En outre, le virus corona - comme d’autres virus avant lui - frappera plus durement les pays les plus pauvres, c’est-à-dire les plus vulnérables. C’est juste au coin de la rue. (...)

L’économiste tchèque Tomas Sedlacek pense que nous avons une «économie pour les rassasiés», mais que nous avons besoin d’une «économie pour les affamés». La production est destinée à ceux qui ont un pouvoir d’achat suffisant, et non à ceux qui en ont besoin. La mise en œuvre d’une telle économie des besoins fondamentaux serait une tâche intéressante pour les sciences économiques et mériterait certainement un prix Nobel. ”

–Mag. Hans Holzinger–
Employés de la bibliothèque Robert Jungk pour les questions d’avenir à Salzbourg

CONCLUSION 6

La fin d'une mondialisation néolibérale et d`une politique économique et le nouveau départ des cycles économiques régionales et « résilients » ?

La crise du coronavirus révèle les conséquences négatives de la mondialisation néo-libérale et des politiques économiques menées au cours des dernières décennies. Des chaînes d'approvisionnement et des dépendances mondiales, la déréglementation, la dépendance excessive à l'égard de certains producteurs (par exemple, il devient maintenant évident à quel point il est dévastateur que 80 % des médicaments actuels proviennent de Chine ou d'Inde)... ces excès de la mondialisation et des politiques économiques néolibérales montrent maintenant leur visage !

Quand aujourd'hui, même les conseillers économiques et les présidents des banques appellent à la fin de cette économie mondiale, cela montre à quel point un revirement est important (soit dit en passant, aussi un retournement de situation par rapport aux accords de libre-échange si controversés).

En outre, notre modèle social et économique conduit de facto à ces dépendances mondiales. Tout est imbriqué, optimisé ... Le monde globalisé est extrêmement précaire, un système extrêmement vulnérable, très susceptible d'être perturbé.

Mais cela signifie aussi que les entreprises multinationales ne sont plus autorisées à déterminer les affaires du monde dans cette mesure, mais que l'État doit réglementer et intervenir plus fortement !

La « re-régionalisation » n'est donc plus un « nice to have » mais un « must » ! Créer et soutenir les marchés régionaux et des emplois locaux significatifs est plus que jamais à l'ordre du jour. La production de denrées alimentaires de base, la fabrication de médicaments importants tels que les antibiotiques ou les technologies essentielles à la survie ne doivent pas devenir des marchandises négociables aussi bon marché que possible, pour ne citer que quelques exemples. La question de savoir quels sont les biens (de survie) importants pour notre société doit être réglementée (et éventuellement produite) au niveau régional ou européen.

Les cycles économiques régionaux plus petits sont moins vulnérables, plus résistants, plus résistants aux crises, plus durables, généralement plus favorables aux employés... et enfin, c'est une nécessité du point de vue de la protection du climat et de la biodiversité.

> “ La crise du coronavirus sonne-t-elle la fin du capitalisme néo-libéral ?
>
> La crise du coronavirus va très probablement provoquer :
>
> - le retour à des chaînes de valeur régionales, au lieu de chaînes de valeur mondiales, c'est-à-dire la déglobalisation des économies réelles ;
> - une hausse durable des dépenses publiques de santé, d'indemnisation du chômage, de soutien des entreprises, donc la fin de l'austérité budgétaire là où elle était installée (Europe) et de la concurrence fiscale ;
> - la compréhension de ce qu'il faut que l'Etat intervienne pour définir et développer les industries stratégiques (pharmacie, aussi Nouvelles Technologies, énergies renouvelables…) ;
> - la compréhension (même aux Etats-Unis) de ce que toute la population doit bénéficier d'une protection sociale convenable.
>
> Tout ceci signifie bien la fin du « capitalisme néo-libéral » qui avait choisi la globalisation, la réduction du rôle de l'Etat et de la pression fiscale, les privatisations, dans certains pays la faiblesse de la protection sociale. ”
>
> – Patrick Artus–
> Économiste en chef de Naxitis, Banque internationale pour la finance, la gestion et les services financiers

“ Cette crise est une conséquence de la mondialisation néolibérale. C’est une déclaration de faillite de toute la théorie économique. (...)

Nous devons passer de la mondialisation à la glocalisation. ”

–Jeremy Rifkin–
Economiste américain

“ **L’ère de la dénationalisation et de la déréglementation systématiques touche à sa fin.**

(...) L’idée qu’une concurrence féroce et une division du travail plus profonde à l’échelle mondiale ainsi qu’une dénationalisation systématique et la plus grande déréglementation possible sont les clés de la politique économique pour accroître la prospérité va être mise sous pression, bien plus qu’après la crise financière. Il est peut-être prématuré de parler de «crépuscule de la couronne du néolibéralisme» (Ulrike Herrmann), mais la crise est en tout cas un choc sur ses fondements mêmes.

Les libéraux restent également sous couvert. Pourquoi ne s’indignent-ils pas des mesures de quarantaine, qu’elles sont des «atteintes à la liberté» ? Que le marché réglemente la manipulation du coronavirus ! Le marché régule tout le reste, n’est-ce pas ?

C’est la survie des plus forts. Ou que diriez-vous d’un système d’incitation au lieu de la fermeture de villes et d’écoles ?

Ou alors, réglons simplement le problème avec les nouvelles technologies, c’est-à-dire les futurs vaccins et autres, au lieu d’abandonner une issue de secours très fréquentée, les foules et les embrassades. Cynique ? Non, pas cynique. Le petit danger est différent du grand. Il n’y a aucun signe de changement. A moins que l’un ne se relie naturellement à l’autre. (...)

«Aussi judicieux sur le plan écologique que soit la réduction de l’approfondissement de la division économique mondiale du travail, qui est exagérée dans de nombreux endroits, il est en même temps nécessaire de s’en tenir à l’objectif de créer des structures de commerce mondial équitables et durables. Ici aussi, après avoir surmonté la crise du coronavirus, espérons-le, rapidement, la politique a une liste de tâches surabondante, allant d’une loi efficace sur la chaîne d’approvisionnement au «Plan Marshall avec l’Afrique», d’accords de commerce équitable à la protection des économies nationales durables contre les produits d’importation bon marché basés sur l’éco-dumping».

–Reinhard Loske, Président de la Haute école spécialisée de Cusanus à Bernkastel-Kues

Nous devons entrer dans une nouvelle ère : «l’ère de la résilience». Il est grand temps de créer un nouveau récit. Comment les humains devraient-ils gérer le reste de la vie sur cette planète à l’avenir ? Aujourd’hui déjà, nous avons pris environ 75 % de la région déserte, de la nature, sur cette planète. La crise nous rappelle douloureusement que tout est lié. Nous pensions pouvoir contrôler la nature. Mais nous n’avons pas ce pouvoir. C’est le message le plus important de cette crise. ”

–Jeremy Rifkin–
Economiste américain

CONCLUSION 7

Reconnaître et promouvoir de nouvelles formes d'économie du bien commun - Redéfinir l'emploi rémunéré

"En même temps, la crise du coronavirus montre clairement que le travail personnel, le travail familial et le bénévolat sont vécus comme positifs par de nombreuses personnes, car ils contrecarrent l'aliénation des individus par rapport à eux-mêmes et à leur environnement et renforcent les relations de résonance sociale.

Dans l'ensemble, cependant, il est très plausible de dire que les deux formes de travail de soins, rémunérés et non rémunérés, sont également très pertinentes pour les stratégies de durabilité. Par-dessus tout, ils suppriment la pression de la croissance commerciale du système économique. Des horaires de travail plus courts et des éléments de revenu de base peuvent contribuer à accroître la souveraineté de la population dans le temps et ainsi créer les conditions d'un équilibre sain entre les horaires de travail et le temps personnel. La crise montre aussi clairement qu'un travail significatif et satisfaisant peut libérer des énergies quand il compte."

–Reinhard Loske–
Président de la Haute école spécialisée de Cusanus à Bernkastel-Kues

"Coronavirus reveals role of essential service workers

Coronavirus reminds us that it is ordinary workers who hold many things together.

More than ever, we are aware of the people in caring professions and essential services, working for others. And of the importance of access to healthcare and our public services.

And more than ever we are appreciating the work of many people in poorly paid jobs including shop cashiers, farm workers, cleaners and waste collectors, to mention a few, whose role has also gone undervalued for too long.

We shall continue to applaud them from balconies, but beyond that we should be ready to stand with them in demanding decent working conditions. And we should be ready to fight to make sure the people already at the bottom do not lose out most in the predicted upcoming recession."

–Friends of the Earth Europe–

Outre une plus grande reconnaissance de l'importance de l'agriculture, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises, qui sont des piliers essentiels de notre système économique, il est important d'aborder la question des initiatives du bien-être commun.

Dans les débats qui ont lieu depuis des années pour promouvoir le bien commun, les nouvelles initiatives sociales, le ralentissement et la coexistence, la redéfinition du terme « travail » est toujours à l'ordre du jour.

De nombreux services qui ne sont pas rémunérés dans la société - éducation, aide de voisinage, production d'aliments durables et autres projets de bien-être public - sont considérés comme sous-entendu et ne sont pas récompensés ou reconnus en conséquence.

En même temps, elles sont la pierre angulaire d'un nouveau modèle économique qui ne se concentre pas sur l'augmentation de la production et de l`économie avec les effets écologiques correspondants, mais plutôt sur l'augmentation du bien-être et du bien commun.

La crise du coronavirus montre à l'instant même à quel point ces initiatives sont bénéfiques pour de nombreuses personnes. Il faudra plutôt conserver cette expérience pour l'avenir et la considérer comme une partie intégrante d'un nouvel ordre économique, loin de la manie de la croissance.

CONCLUSION 8

Ce n'est pas la consommation, mais le ralentissement, le sens civique ... qui enrichissent la vie des humains

> Le monde d'avant le virus n'était pas normal ! Des êtres humains, dépendants des autres, en réseau... que cherchons-nous ?

–Olga Tokarczuk–
Prix Nobel de littérature de Wroclaw 2018

La crise du coronavirus est associée à de nombreuses souffrances humaines et à un effondrement économique considérable, ainsi qu'à des craintes pour l'emploi, même si l'État fait tout son possible pour aider.

Et grâce à l'engagement constant de nombreuses personnes qui travaillent chaque jour : dans le secteur de la santé, pour assurer un certain nombre de fonctions vitales de base... Ce sont précisément ces professions qui devraient bénéficier d'une plus grande reconnaissance dans la société.

En même temps que ces situations extrêmes, de nombreuses personnes ont également des expériences positives :

«s'échapper de la roue du hamster» - «profiter de la nouvelle décélération» - «s'apprécier les uns les autres» - «se reposer» - «profiter d'être ensemble en famille et avec les enfants sans se presser»...

... ne sont que quelques-uns des nombreus retours.

Des valeurs qui ont toujours été considérées, entre autres, par les mouvements environnementaux, comme plus essentielles pour le bien-être que la croissance économique supposée constante.

La crise du coronavirus, outre tous ses effets négatifs dramatiques, ne devrait-elle pas finalement être utilisée pour redéfinir les priorités sociales, pour placer le bien-être au-dessus de la croissance matérielle ? Ne faut-il pas y voir enfin un mandat d'action clair pour les hommes politiques, au lieu d'une augmentation du produit national brut ? Ne faudrait-il pas enfin veiller à ce que notre modèle social soit conçu indépendamment d'une croissance constante ? Les nouvelles initiatives sociales devraient être davantage soutenues ?

“Le coronavirus est une leçon cruelle mais importante pour l’avenir. J’espère que cette crise entraînera un énorme changement dans les consciences. Nous devons apprendre que nous sommes profondément imbriqués dans l’aspiration de notre existence, dans toutes les autres formes de vie sur cette terre, dans toutes les peurs de la planète. Le Green New Deal est donc le seul moyen de sortir de cette crise.”

–Economiste américain- Jeremy Rifkin–

“Beaucoup de gens se demandent maintenant ce qui est vraiment important dans la vie. À quoi ressemblerait une économie qui se concentrerait à nouveau sur les besoins fondamentaux ? Une alimentation de qualité, des logements abordables pour tous, de bonnes écoles et universités, des villes attrayantes avec plus de verdure, beaucoup moins de voitures et donc un meilleur air, des horaires de travail bien compatibles avec la vie familiale et sociale. «Repenser le monde», demande l’économiste environnementale Maja Göpel au vu des crises écologiques, qui ne peuvent être réalisées qu’avec de nouvelles images de la vie de qualité pour tous. Cela signifie également «repenser la prospérité» et la mesurer à nouveau, comme le suggèrent d’autres systèmes d’indicateurs de la qualité de vie. Par exemple, «l`indice de vie meilleure» de l’OCDE, l’»économie du beignet» de l’économiste britannique Kate Raworth, les mesures de la qualité de vie combinées aux «limites planétaires» ou la matrice de l’économie du bien commun.

Peut-être devrions-nous penser à une économie dans laquelle les connaissances et le savoir-faire sont partagés à l’échelle mondiale, mais où la production est à nouveau davantage basée sur les régions - en utilisant des technologies de pointe, des biens durables et en maintenant les matières premières dans le cycle économique. Cela donnerait un coup de fouet à l’économie de marché avec de nombreuses entreprises colorées et redonnerait aux «places de marché» toute leur place. Le capitalisme ne serait plus nécessaire, ou alors son visage changerait radicalement.”

–Mag. Hans Holzinger–
Employés de la bibliothèque Robert Jungk pour les questions d’avenir à Salzbourg

CONCLUSION 9

Au lieu de penser à court terme et en période législative - Prenez des décisions tournées vers l'avenir de manière démocratique et transparente en ce qui concerne leurs effets à long terme !

Il est crucial que les bonnes conclusions soient maintenant tirées de la crise du coronavirus.

Les hommes politiques ont montré, comme nous l'avons déjà mentionné, leur capacité à prendre des décisions et à agir pour mettre en œuvre des mesures temporaires afin de réduire les effets dramatiques de la crise du coronvirus. La société a également accepté des mesures de grande envergure sans échange sociopolitique préalable. C'est probablement aussi en sachant qu'après un certain temps, une certaine « normalité » prévaudra à nouveau.

Si nous voulons au moins limiter de telles crises à l'avenir et assurer la survie de la planète, il faut mettre le cap aujourd'hui pour demain ! Il est encore temps de s'y attaquer !

Nous ne pouvons en aucun cas laisser les problèmes économiques et la pression d'agir à court terme faire que la perspective à long terme soit une fois de plus ignorée et que les crises du climat et de la biodiversité passent au second plan.

C'est exactement le contraire qui doit être le cas : La leçon à tirer de la crise du coronavirus doit être que nous devons enfin rassembler le courage d'établir une nouvelle justice générationnelle et de remodeler notre modèle social et économique. Ce système visant à maximiser les profits n'est pas capable de le faire !

Mais déjà maintenant, comme nous l'avons déjà mentionné, les constructeurs automobiles se plaignent que, malgré toute la nécessité, les limites d'émission ne devraient pas être resserrées du point de vue de la politique écologique et sanitaire ; les compagnies aériennes se plaignent des subventions élevées ; les normes d'émission d'oxyde d'azote pour les centrales électriques au charbon sont considérablement augmentées, comme en Afrique du Sud, et bien plus encore.

Ainsi, sous le couvert de la crise, même les acquis sont remises en question !

> “Nous avons la responsabilité de parvenir à une meilleure reprise qu'après la crise financière de 2008.”

–Antònio Guterres–
Secrétaire général de l'ONU

Le Mouvement Ecologique attend que la justice distributive, le développement d'un commerce mondial socialement juste et écologique, une économie résiliente et des cycles économiques régionaux soient promus au niveau du Luxembourg, de l'UE et au niveau international, et qu'un renversement de la priorité du « fétiche de la croissance » au bien commun ait lieu.

Cela signifie également qu'au niveau de l'UE, le Green New Deal sera promu avec de véritables critères de durabilité et qu'aucune fausse subvention d'investissement (y compris le fait de ne pas investir dans les sources d'énergie fossiles) ne sera décidée. Le Green New Deal doit être à la base des plans de relance économique de l'UE.

"Let's build back greener. There will be an after corona. How we build back and repair our broken economies is a choice.

After the last economic crisis, European governments doubled-down on neoliberalism – imposing austerity and bailing out big banks and industries. The result was run-down public services, eroded democracy, environmental degradation, hideous inequality, and unsustainable economies vulnerable to shocks.

This time, the planet cannot afford the same mistake. Because people have suffered enough, and we don't have another decade to halt runaway climate crisis and biodiversity collapse.

This time, let's choose to build back more resilient, equal, greener, and more caring economies. Instead of supporting big polluting industries, let's support people most impacted, and focus on quality services and good, safe and sustainable jobs for all. With quality low-energy buildings and public transport, locally controlled low-resource models of production, and a robust and sustainable food system.

Instead of canceling the EU Green Deal (as some lobbyists are advocating), let's double down on transformational policies, investment in sustainable solutions, and the just transition. This would not only enable economic recovery, but put us on the path towards just and sustainable societies.

Coronavirus would be a double tragedy if we return to business as usual afterwards. But if we hold on to the values of solidarity and care, we have the chance to build a better world and societies better able to weather the storms of the future."

–Friends of the Earth Europa–

« Pas de retour à la situation initiale »

Nous pouvons revenir à la normale après la crise. Mais nous pouvons aussi utiliser la crise pour un changement de valeurs, de paradigmes et de structures. Il existe de nombreuses propositions en ce sens. Afin d'endiguer le changement climatique et de stimuler en même temps l'économie, un Fonds européen de transformation est proposé (Stephan Schulmeister), financé par la Banque centrale européenne. Si le trafic aérien et le transport privé motorisé doivent être réduits pour des raisons écologiques, il serait contre-productif de «sauver» l'industrie aérienne et automobile dans son ensemble. Il serait plus logique de développer les transports publics et les canaux de communication virtuels, qui ont été considérablement développés dans le cadre de la crise actuelle.

Le débat sur la question de savoir si les sociétés cotées en bourse qui bénéficient actuellement de mesures d'aide d'État devraient être autorisées à verser des dividendes conduit à se demander pourquoi les revenus d'investissement doivent généralement être aussi élevés. Un peu moins serait également suffisant. Dans le sillage de la crise économique, les questions de justice distributive et de justice de performance, c'est-à-dire de savoir quelles différences de revenus et de richesses sont justifiables d'un point de vue éthique et démocratique, deviennent plus urgentes que jamais. Il en va de même pour les questions relatives à la qualité et à la sauvegarde des services publics, comme le système de soins de santé, qui a jusqu'à présent fait ses preuves pendant la crise en Autriche, ou les soins aux personnes âgées, où des goulets d'étranglement sont apparus.

–Mag. Hans Holzinger–
Employé de la bibliothèque Robert Jungk pour les questions d'avenir à Salzbourg

Nous avons une crise massive = une opportunité à portée de main.
Nous ne pouvons pas nous permettre de la gaspiller.
La reprise doit être verte.–

–Christiana Figueres–
Diplomate du climat et ancien secrétaire général du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatique

Le Green New Deal doit être utilisé pour réformer notre système économique en termes de restructuration socio-écologique : Les plans de relance économique doivent avant tout bénéficier aux entreprises qui opèrent de manière écologiquement durable. Nous ne devons pas faire les mêmes erreurs que celles commises pendant la crise bancaire, comme la promotion d'industries à forte intensité de CO_2 et une croissance économique destructrice.

En outre, le Green New Deal doit être utilisé pour restructurer fondamentalement la politique agricole commune. Il ne fait aucun doute que la production agricole revêt une importance systémique, un fait dont beaucoup de gens prennent à nouveau conscience aujourd'hui. Cependant, si le cap politique n'est pas complètement remis en place avec la prochaine réforme agricole de l'UE, le système alimentaire continuera à se priver de ses propres fondements systémiques, tels que la vie des sols et la biodiversité. À l'avenir, elle deviendrait ainsi encore plus vulnérable aux changements économiques externes et aux crises naturelles telles que le changement climatique.

La politique fiscale et la manière dont l'État génère l'argent nécessaire à ces réformes doivent également être remises en question. Il n'y a pas moyen de contourner une taxe sur les transactions financières, une taxation plus élevée du capital, la taxation de l'économie numérique, etc. La politique de l'avenir doit se mesurer à la solidarité et à la justice sociale non seulement entre les riches et les pauvres dans les différents pays et entre les États (mot-clé Europe), mais aussi au niveau mondial !

Cela nécessite un large discours social ainsi qu'une action politique cohérente ! Les changements doivent se faire dans un cadre démocratique et dans le respect des droits civils.

BILAN

Après la crise de Corona, il n'y a pas de « retour » au modèle social et économique actuel, qui exploite à la fois la nature et l'homme.

La génération qui prend des décisions aujourd'hui doit faire preuve de la même solidarité que les jeunes d'aujourd'hui et réfléchir d'urgence afin de préserver les bases de la vie pour les générations futures. La crise du coronavirus a montré que la numérisation, la technologie et les prétendus progrès ne sont pas les seules solutions à la fragilité de l'homme et de l'environnement. La seule chance de survie sur la planète est une remise en question qui doit être légitimée démocratiquement.

En même temps, surmonter la crise de la biodiversité et du climat n'exige pas un verrouillage, comme ce fut le cas lors de la crise du coronavirus. Mais cela exige certainement de profonds changements. Des changements, cependant, qui correspondent largement à ce que beaucoup de gens trouvent aujourd'hui particulièrement intéressant et enrichissant.

Nous devrions travailler ensemble sur cette vision d'un monde meilleur / d'un avenir meilleur, dans la solidarité, avec courage et avec des images positives et pleines d'espoir.

Malheureusement, il n'y a pas d'alternative, mais le chemin en vaut la peine !

> « Le coronavirus nous dit que nous sommes en danger d'extinction. Et combien l'humanité sera fragile si elle ne met pas enfin en œuvre le changement climatique maintenant et ne fait pas ses adieux aux combustibles fossiles. »
>
> –Jeremy Rifkin–
> Economiste américain

publié par le Mouvement Ecologique asbl Lëtzebuerg, 6, rue Vauban (Pafendall) – Lëtzebuerg
Tel. 43 90 30-1 – Fax 43 90 30-43 - e-mail: meco@oeko.lu - www.meco.lu

mouvement écologique